



COMMUNIQUÉ ANDEV

ALERTE situation ANIMATION PÉRISCOLAIRE

Lundi 4 octobre 2021

A peine un mois après la rentrée scolaire, l'ANDEV tire la sonnette d'alarme concernant le manque criant d'animateurs au sein des accueils périscolaires de très nombreuses écoles de France.

L'enquête flash nationale réalisée par l'association des cadres éducatifs des collectivités territoriales a fortement mobilisé les services concernés, et révèle une situation très alarmante, quelles que soient les strates de collectivités. En deux jours, plus de 200 réponses de communes en grande difficulté, qui attestent que le besoin en animateurs n'est pas couvert, à la fois pour les temps d'accueil périscolaire du matin, de la pause méridienne et du soir avant et après les temps de classe dans le premier degré. **Jusqu'à 37 % de déficit de présence constaté dans certaines situations, obligeant certaines municipalités à faire des choix de familles prioritaires ou à devoir fermer ces temps d'accueil pour des raisons de sécurité.**

La situation est d'autant moins tenable que le nombre d'enfants fréquentant les temps d'accueil périscolaires depuis cette nouvelle rentrée va croissant. Certainement un effet d'après confinement ou de fin de télétravail, qui laisse à penser que les parents d'élèves ont davantage recours à ces services d'accueil, y compris pour les ALSH du mercredi.

Au-delà des besoins en renfort que l'on connaît pour les protocoles sanitaires en vigueur dans certains cas, le problème est bien structurel. Nombre de collectivités confirment depuis ces dernières années les **difficultés de recrutement et de stabilisation des équipes concernant des emplois morcelés et précaires, alors même que les municipalités ont mis en œuvre des projets éducatifs de territoires ambitieux** avec plans de formation qui renforcent la pérennisation de certains postes.

Aujourd'hui, alors que la situation s'aggrave et entame fortement la motivation des équipes de terrain et services gestionnaires, les tensions sont palpables et ont des répercussions sur la qualité de la prise en charge des enfants comme sur la relation aux familles.

Même si les collectivités font preuve d'inventivité pour trouver des solutions de crise et engagent des plans d'actions et budgets RH conséquents pour améliorer ce qui est en leur pouvoir, elles ne peuvent plus être seules à devoir faire face à cette situation très critique, qui met à mal le service public d'éducation. Les mesures en faveur de l'emploi notamment (augmentation des rémunérations, augmentation des taux d'emploi...) et de l'attractivité des métiers de l'animation ne peuvent reposer exclusivement sur le budget des collectivités. D'autant plus que **ces métiers de l'animation sont devenus indispensables au fonctionnement même de l'école de la République.**

Alors que la crise sanitaire a accru les inégalités sociales et scolaires, il est plus que jamais nécessaire de renforcer les dispositifs éducatifs existants et les dynamiques de continuité éducative, en mobilisant l'ensemble des acteurs et moyens à la hauteur d'une ambition éducative partagée.

C'est pourquoi, après cet état des lieux objectivé par la force de son réseau, **l'ANDEV appelle à une réflexion globale avec l'ensemble des partenaires concernés et sollicite le MENJS pour la mise en œuvre urgente d'une concertation sur le sujet.**

Le Bureau national de l'ANDEV